

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

20 octobre 2021

PLF POUR 2022 - (N° 4482)

Non soutenu

**AMENDEMENT**

N° II-CF1053

présenté par

Mme Sophie Métadier, rapporteure pour avis au nom de la commission du développement durable  
et de l'aménagement du territoire

-----

**ARTICLE 20****ÉTAT B****Mission « Recherche et enseignement supérieur »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

*(en euros)*

<b>Programmes</b>	<b>+</b>	<b>-</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	0	0
Vie étudiante	0	0
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	0	5 000 000
Recherche spatiale	0	0
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	5 000 000	0
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	0	0
Recherche duale (civile et militaire)	0	0
Enseignement supérieur et recherche agricoles	0	0
<b>TOTAUX</b>	<b>5 000 000</b>	<b>5 000 000</b>
<b>SOLDE</b>	<b>0</b>	

---

## EXPOSÉ SOMMAIRE

IFP-Énergies nouvelles (IFP-EN) est un établissement public industriel et commercial chargé, en application des dispositions de l'article L. 144-2 du code de l'énergie, d'effectuer des activités de recherche « dans les domaines scientifique et technique » en vue du « développement des technologies et matériaux du futur ». Issu de l'Institut français du pétrole, l'organisme a réorienté ses activités de recherche vers les domaines de la « mobilité durable » et des « énergies nouvelles » : fabrication d'un caoutchouc biosourcé, mise en place de systèmes houlomoteurs pour les éoliennes marines, etc.

Par ailleurs, l'organisme a développé une expertise solide en matière d'hydrogène : l'organisme a élaboré un prototype de moteur thermique fonctionnant directement à l'hydrogène.

Malgré l'excellence de l'IFPEN, la dotation allouée dans le projet de loi de finances (PLF) 2022 au titre du programme 190 « Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables » est fixée à 123,3 millions d'euros, soit un niveau inférieur de plus de 5 millions d'euros par rapport à 2018 (128,42 millions d'euros).

La baisse de la subvention pour charges de service public se justifie, en apparence, par l'importance de ses ressources propres (produits des brevets et dividendes des filiales du secteur de l'énergie). Or, ces ressources sont, toutefois, très dépendantes de la conjoncture économique. La crise sanitaire a affecté les produits issus des brevets à hauteur de 10 millions d'euros (sur un budget total de 300 millions d'euros), les versements de dividendes ont été réduits de près de 7 millions d'euros.

Afin d'apporter un soutien à cet organisme dans une période délicate et de lui permettre de déployer son expertise dans le domaine de la transition énergétique, il est proposé d'abonder l'action n° 17 (« Recherche dans le domaine des nouvelles technologies de l'énergie ») du programme 190 « Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables » à hauteur de 5 millions d'euros en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP).

Les crédits sont prélevés sur l'action n° 02 (« Agence nationale de la recherche ») du programme 172 précité.